

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Lannion-%E2%80%89Areva-doit-depolluer-la-mine-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Lannion. « Areva doit dépolluer la mine de Buhulien »**

19 novembre 2017

Lannion. « Areva doit dépolluer la mine de Buhulien »

Modifié le

18/11/2017 à 17:30

| Publié le

18/11/2017 à 17:30



Patrice Desclaud et Laurent Lintanf, de Sortir du nucléaire-Trégor, ont rencontré le député pour le sensibiliser à leur action.

Les militants de Sortir du nucléaire demandent au député Eric Bothorel d'appuyer leurs démarches auprès des pouvoirs publics.

Laurent Lintanf et Patrice Desclaud, de Sortir du nucléaire-Trégor, rencontrent actuellement les parlementaires du secteur Lannion-Guingamp-Morlaix pour les sensibiliser à leur action et les inviter à se positionner sur la question. Ils ont ainsi été reçus, il y a quelques jours, par Eric Bothorel, le député (LRM) de la circonscription Lannion-Paimpol.

Pour lui demander, notamment, de les soutenir dans leurs démarches pour que « **le gouvernement définisse un calendrier pour que soient dépollués les sites des anciennes mines d'uranium en France** ». D'après eux, cinq communes sont concernées dans la région : Belle-Isle-en-Terre, Pluzunet, Bégard, Vieux-Marché et Lannion, pour la mine de Buhulien.

Là, sur le site de Traou Ru, ils ont fait, avec l'Agence de l'eau, des mesures sur la teneur en radium et en arsenic ayant montré que « **le seuil de dangerosité était dépassé par endroits** », alors qu'il y a « **une prise d'eau en aval** » (*Ouest-France du 17 mars*). Pour eux, il « **ne s'agit pas de faire dans le catastrophisme, mais il faut surveiller l'endroit** », dont la mairie a, désormais, interdit l'accès. Et surtout « **il faut y engager une opération de décontamination incombant à Areva**

qui, pour l'instant, est dans le déni ».

Eric Bothorel nous a confirmé qu'il avait jugé « **pertinente** » leur demande, et qu'il s'était engagé à agir en ce sens avec d'autres parlementaires bretons. Le député de Lannion s'est aussi dit favorable à ce que le gouvernement refuse, comme le demande Sortir du nucléaire, d'accorder à EDF une dérogation pour que puisse être mise en service la cuve défectueuse de l'EPR de Flamanville.

Il ne s'est, en revanche, pas prononcé sur le Traité d'interdiction des armes nucléaires adopté par l'ONU. Pour Sortir du nucléaire, la France doit elle aussi signer ce traité qu'elle a, jusqu'ici, refusé de signer comme les autres pays disposant d'un tel arsenal.